



La volaille française est en danger

Souveraineté alimentaire... Et mon cul, c'est du poulet ?

Ni défaitisme ni déclinisme, mais constat brutal et froid que la France et l'Europe jettent l'un des fleurons de notre patrimoine agricole en pâture à une concurrence assassine. Ainsi 90 % de ce qui est servi dans nos cantines vient d'ailleurs...

Lorsque la classe politique érige une cause défaillante en ministère, c'est bien souvent pour aggraver son cas... « Solidarité nationale », « redressement productif », « développement durable », « commerce et artisanat », « comptes publics », « lutte contre les discriminations », « cohésion des territoires » et même cette bonne vieille « Éducation nationale », devenue une gentille fabrique de crétins depuis l'abandon malheureux du concept d'instruction publique. Désormais, nous avons droit à celui de la... « souveraineté alimentaire ». Vous pouvez répéter la question ? Non, c'est très sérieux.

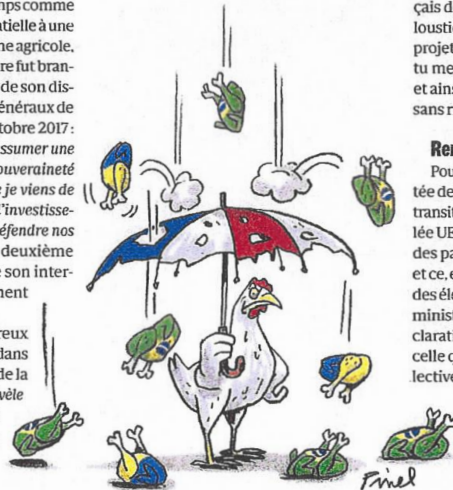
Codes et normes

Évoquée depuis la nuit des temps comme le type même de la priorité essentielle à une nation dotée d'un fort patrimoine agricole, l'idée de souveraineté alimentaire fut brandie par Emmanuel Macron lors de son discours de conclusion aux États généraux de l'alimentation, à Rungis, le 11 octobre 2017 : « Je souhaite que nous puissions assumer une vraie politique de qualité et de souveraineté alimentaire, et du juste prix que je viens de défendre, mais aussi d'aides et d'investissements au niveau national pour défendre nos préférences. » Il y revint, en un deuxième temps, le 12 mars 2020, lors de son intervention annonçant le confinement consécutif au Covid-19.

Conscient des effets désastreux d'une dépendance de la France dans bien des secteurs, le président de la République déclarait : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimenta-

tion, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres, est une folie. » Vite institué en objectif politique, puis en thème de campagne électorale, le projet fut enfin intégré au programme gouvernemental lorsque le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation devint aussi celui de la Souveraineté alimentaire. Apprenant cela,

Le propre de l'actuel gouvernement est de s'emparer d'une valeur politique et de la vider de son sens.



la junte birmane aurait même été tentée par un ministère des Droits de l'homme...

Sérieusement, comment oser prétendre atteindre la souveraineté alimentaire quand l'essentiel des mécanismes économiques et des échanges commerciaux est régi par des codes et des normes fixés par des institutions supranationales, notamment la Commission européenne et ses traités internationaux. La France, première merveille agricole par la richesse et la diversité de son patrimoine et sixième mondiale quant à sa capacité à l'export, importe aujourd'hui un peu plus de 40 % de ses besoins alimentaires. Le propre de l'actuel gouvernement français est de s'emparer d'une valeur politique et de la vider de son sens. Ainsi, dans la bouche d'Emmanuel Macron, « la vraie souveraineté alimentaire, c'est faire évoluer notre modèle agricole pour préparer l'avenir », autrement dit le moyen de préserver la capacité d'exportation de notre modèle agricole intensif à l'exact opposé d'un projet censé assurer une autosuffisance permettant au peuple français de se nourrir de son agriculture. Sacré loustic. On l'imagine suggérant à Poutine un projet de désarmement : « Tu vois Vladimir, tu me donnes tous tes missiles nucléaires et ainsi nous garantissons la paix mondiale sans rien avoir dépensé »...

Renierement collectif

Pour l'heure, la volaille ukrainienne exemptée de droits de douane inonde l'Europe, en transitant par la Pologne (pour être estampillée UE), en gagnant, chaque jour davantage, des parts de marché sur la filière française, et ce, en dépit des supplications solennelles des éleveurs et de l'engagement du Premier ministre à y mettre un terme lors de sa déclaration de politique générale. Et 90 % de celle qui est servie dans la restauration collective, école, hôpitaux, Ehpad, provient du

Brsil ou des pays de l'Est dans le cynisme partagé et le renierement collectif. Vous avez dit souveraineté alimentaire... et mon cul, c'est du poulet ?